

VENEZUELA et pays d'Amérique Latine

Ce texte est tiré de l'interview de Christophe Ventura, chercheur à l'IRIS¹, et aussi d'articles de l'IFRI², de *Courrier International* et *Le Monde*.

Toutes les références sont indiquées en fin d'articles et nous vous invitons vivement à les consulter.

Le Venezuela connaît une grave crise économique depuis 2014. Hyperinflation, pénuries, instabilité politique... Face à ces difficultés, des milliers de Vénézuéliens quittent chaque jour le pays. En quatre ans, entre 1,6 et 2,3 millions de personnes ont ainsi choisi l'exil, soit 7 % de la population du pays. Selon l'agence des Nations unies pour les réfugiés, c'est l'un des mouvements de population les plus massifs de l'histoire de l'Amérique latine.

La situation vénézuélienne et les raisons de la crise

- *Crise politique et crise économique*

Tout d'abord, la première élection du président Nicolás Maduro en 2013 s'est déroulée dans des conditions particulières puisque non prévues. En effet, à la suite de la mort du président Hugo Chávez (5 mars 2013), Nicolás Maduro devint président de la République par intérim, puis remporta l'élection présidentielle anticipée avec 50,6 % des voix face à Henrique Capriles. Une partie de l'opposition ne va pas reconnaître cette victoire et va se radicaliser pensant qu'elle peut enfin obtenir la chute du chavisme. Ceci va jouer un rôle important dans la suite des événements.

Au même moment, l'onde de choc provoquée par la crise mondiale de 2008 frappe l'Amérique latine de plein fouet. Au Venezuela, cela s'est traduit avant toute chose par le fait de faire face très rapidement et sans anticipation à l'effondrement des exportations et des cours du pétrole, dont le pays dépend très largement, et même exclusivement.

Cette période de crise se traduit par l'effondrement des ressources de l'État vénézuélien, notamment celles nécessaires aux financements des programmes sociaux et aux importations des produits de consommation. Cette situation est d'autant plus grave pour le Venezuela, que la population consomme largement plus ce qu'elle importe que ce qu'elle produit. L'État va manquer de ressources pour importer.

Ainsi, entre affrontement politique et crise économique, vont se greffer de multiples phénomènes de spéculation, de sabotages intentionnels et de corruption qui vont produire les séquences de pénuries de 2016. C'est donc ce qui crée la première strate de la crise vénézuélienne. (3)

- *Intensification de la polarisation politique*

La seconde strate de cette crise est constituée, dans ce contexte de crise économique que le gouvernement n'inverse pas, par l'intensification de la polarisation politique. La dynamique d'affrontements s'aiguise, l'aile dure de l'opposition va s'imposer et opter, dès 2014 puis à partir de sa victoire aux élections législatives de décembre 2015, pour une « sortie » rapide du président par tous les moyens (politiques, institutionnels, mais aussi insurrectionnels et violents). De son côté, Nicolás Maduro va répondre avec tous les moyens – y compris répressifs – du pouvoir d'État et va marginaliser l'opposition dans l'appareil d'État.

Sans résolution politique et institutionnelle de toutes ces tensions accumulées, la situation est passée à un autre niveau, celle des violences politiques. Et ce, sur fond de crises sociale et économique toujours plus dégradées et non réglées.

- *Marasme politique et opposition décrédibilisée*

L'opposition n'a cessé de se diviser pendant cette période entre durs, rejetant toute reconnaissance du président et tout dialogue, et secteurs prônant la voie légaliste et électorale. Les violences de 2014 et de 2017 ont largement décrédibilisé l'opposition au sein de la population ; l'opposition est apparue incapable de proposer un leadership unifié et une réponse aux problèmes concrets des Vénézuéliens. Cette situation explique en partie les victoires électorales du chavisme - qui s'est de son côté remobilisé - dans les mois qui ont suivi. (4)

Désormais, le Venezuela est également soumis aux sanctions financières et commerciales qui lui sont imposées depuis mars 2015 par les États-Unis (5). Celles-ci pèsent sur la non-résolution des problèmes politiques, économiques, et sociaux - dont la question migratoire actuelle est une illustration. C'est donc la troisième strate de la crise vénézuélienne.

Enfin, le dernier développement de cette crise est donc l'enjeu migratoire qui fait aujourd'hui l'actualité médiatique. Cette question n'est en réalité pas nouvelle, puisqu'elle existe depuis 2014. Mais elle a pris aujourd'hui des proportions importantes qui viennent s'ajouter à cette crise vénézuélienne et qui en révèlent la dimension régionale et non plus seulement nationale. (6)

Les conséquences régionales de la crise vénézuélienne

La crise vénézuélienne est au cœur des recompositions des alliances régionales sud-américaines. Le basculement politique en Amérique latine vers des choix d'alternance, plutôt à droite entre 2015 et 2018 - Argentine et Brésil notamment - mais aussi au centre gauche comme au Mexique, fait que dans ces pays, le Venezuela est une question de politique intérieure qui anime les clivages lors des campagnes électorales et cristallise l'affrontement entre ces nouveaux gouvernements et ceux de la vague dite progressiste des années 2000. (7, 8)

Les pays de droite ou de centre-droit sont désormais alliés au sein du groupe de Lima, qui rassemble les pays américains opposés au gouvernement de Nicolás Maduro et qui appuie l'opposition vénézuélienne. Néanmoins, de l'autre côté, la Bolivie, le Nicaragua et Cuba restent solidaires du Venezuela. (9)

Une issue à la crise vénézuélienne ?

Avant de discuter des solutions, il faut parler des conditions dans lesquelles elles pourraient voir le jour, et c'est en premier lieu la préservation maximale de ponts et de connexions entre le gouvernement chaviste et son opposition. Afin que ce dialogue puisse exister, il est nécessaire que le Venezuela s'émancipe des sanctions imposées par Washington et, secondairement, l'Union européenne, sanctions qui aggravent la situation politique et économique en renforçant les problèmes qu'elles sont censées régler.

Les conditions pour des solutions possibles seront alors de deux ordres. Tout d'abord, la résolution des problèmes économiques, il faut que ce pays puisse retrouver le chemin de la stabilité. Et sur le plan politique, il doit être libéré des interférences extérieures et miser sur la consultation du peuple.

* * * *

¹ Le Venezuela peut-il se sortir de la crise ?

Interview de Christophe Ventura sur le site de l'IRIS, en date du 6 septembre 2018

<http://www.iris-france.org/117155-le-venezuela-peut-il-se-sortir-de-la-crise/>

² RAMSES 2019 - Rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies – IFRI

<https://www.ifri.org/fr/publications/ramses/sommaires-de-ramses/ramses-2019-chocs-futur>

Extrait sur le Venezuela : https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/ramses2019_bat_posado.pdf

« Venezuela : Nicolás Maduro à la tête d'un pays en crise - Une crise politique, économique et sociale

Hugo Chavez a échoué à diversifier les sources de revenu du pays, qui a subi de plein fouet l'effondrement des cours de l'or noir. À la crise économique et monétaire s'est jointe une crise politique, avec la contestation de la légitimité du gouvernement. La crise sociale est dramatique, entraînant un véritable exode de la population.

Depuis la mort d'Hugo Chávez en 2013, le Venezuela s'enfonce dans une crise d'une intensité inédite.

Détenant les premières réserves pétrolières mondiales, le pays vit la fin du cycle d'abondance propre à une économie rentière.

L'effondrement économique se double d'une crise politique aiguë, qui devient le théâtre des projections géopolitiques des grandes puissances de la planète.

Si Nicolás Maduro se maintient au pouvoir au prix d'une dérive autoritaire, les conditions de vie de la population sont de plus en plus critiques. »

³ RAMSES 2019 :

Les taux de pauvreté et d'extrême pauvreté atteignaient en février 2018 respectivement 87 % et 61,2 % des foyers.

Selon les données du Fonds monétaire international (FMI), le taux d'inflation était de 112% en 2015, 254% en 2016, 1090% en 2017, et il devrait atteindre 13860% en 2018.

La crise sociale de très grande ampleur a conduit à l'exode en direction des pays frontaliers. Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), il concernerait 1,6 million de personnes.

Selon la Banque mondiale, l'économie vénézuélienne est en récession pour la cinquième année consécutive : -3,9% en 2014, -8,2% en 2015, -16,1% en 2016, -14,5% pour les estimations de 2017, -14,3% pour les prévisions pour 2018.

⁴ RAMSES 2019 :

L'élection présidentielle du 20 mai 2017 a vu la victoire du président Nicolás Maduro avec 67,7 % des suffrages exprimés contre 21,2 % à son principal opposant Henri Falcón, avec une abstention record de 53,9 %. Le scrutin lui accorde un nouveau mandat de six ans dans un pays qui s'enfonce dans la crise.

Ce scrutin constitue le énième épisode d'une crise politique aiguë ouverte depuis décembre 2015, date à laquelle l'opposition a emporté une majorité qualifiée des deux tiers aux législatives ; cependant, la nouvelle Assemblée nationale devait être déposée de ses prérogatives sur la base de l'élection litigieuse de trois députés. L'opposition demanda alors la convocation d'un référendum révocatoire contre Nicolás Maduro. Sa mise en œuvre est systématiquement retardée, puis de fait suspendue par les instances électorales favorables à l'exécutif.

⁵ RAMSES 2019 :

En août 2017, Washington a interdit aux entreprises et citoyens américains de contracter de nouvelles obligations à l'égard de l'État vénézuélien ou de PDVSA – prêts dont Nicolás Maduro aurait pourtant cruellement besoin. La dette de l'État vénézuélien est en effet estimée entre 100 et 150 milliards de dollars, alors que les réserves en devises ont fondu de 43,1 milliards de dollars en 2008 à 10 milliards en 2017. En novembre 2017, les agences de notation Standard & Poor's et Fitch ont déclaré l'État vénézuélien et PDVSA en « défaut partiel de paiement ».

Petróleos de Venezuela SA (abrégié en PDVSA) est la compagnie pétrolière appartenant à l'État vénézuélien.

⁶ Crise migratoire au Venezuela : « L'économie n'y a plus aucun sens, la monnaie plus aucune valeur »

Interview de Christophe Ventura - 20 Minutes - Site de l'IRIS - 30 août 2018

<http://www.iris-france.org/117126-crise-migratoire-au-venezuela-leconomie-ny-a-plus-aucun-sens-la-monnaie-plus-aucune-valeur/>

Le Venezuela est-il aujourd'hui un pays invivable ? Cela dépend finalement pour qui. Une partie de la population, celle qui a toujours accès aux dollars, vit correctement voire encore très bien pour certains. Mais globalement oui, le pays traverse la plus grande crise économique et sociale qu'il n'ait jamais connue, ce qui explique en partie les flux migratoires auxquels on assiste depuis plusieurs années.

L'économie n'a plus de sens aujourd'hui au Venezuela et la monnaie plus aucune valeur. Les prix peuvent augmenter plusieurs fois par jour en fonction de l'évolution du taux de la monnaie. L'inflation est telle [elle pourrait atteindre 1.000.000 % fin 2018 selon le Fonds monétaire international] que bon nombre de Vénézuéliens ne peuvent plus rien se payer.

Après avoir frôlé la rupture en 2015-2016, le gouvernement Maduro avait mis en place des dispositifs temporaires pour tenter de soulager les classes populaires et garantir aux gens le minimum vital, via notamment la distribution de sacs de produits de première nécessité. Mais, ces dispositifs ne règlent pas le fond du problème et ne suffisent plus du tout aujourd'hui.

⁷ Venezuela. L'Amérique latine cherche une solution à sa plus grande crise migratoire

Courrier international – Paris, publié le 04/09/2018

<https://www.courrierinternational.com/article/venezuela-lamerique-latine-cherche-une-solution-sa-plus-grande-crise-migratoire>

Les réunions de crise sur l'immigration ne sont pas l'apanage de l'Europe : treize pays latino-américains sont réunis depuis lundi [03/09] à Quito pour tenter de trouver des solutions communes au casse-tête migratoire provoqué par l'exode massif des Vénézuéliens.

“Avec plus de 2,3 millions d'émigrés, on commence à l'appeler le plus grand exode des cinquante dernières années en Amérique latine”, observe La Nación.

“Que ce soit pour des raisons politiques, pour fuir la faim ou partir à la conquête d'une vie meilleure, chaque jour des citoyens vénézuéliens frappent aux portes de la Colombie, du Pérou, du Brésil, de l'Argentine, du Chili et d'autres pays, mettant à l'épreuve la solidarité des populations locales et la capacité de réponse des autorités”, poursuit le quotidien argentin.

Face à ce défi sans précédent, treize pays sont réunis à Quito lundi et mardi pour discuter de possibles solutions communes : l'Équateur, l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, la Colombie, le Costa Rica, le Chili, le Mexique, le Panama, le Paraguay, le Pérou, le République dominicaine et l'Uruguay.

... le quotidien colombien El Tiempo évoque plusieurs pistes de travail, “de la suppression des restrictions aux migrations, à l'unification des mesures pour le transit des Vénézuéliens, en passant par la constitution d'un fonds commun à l'initiative de l'ONU, comme le propose la Colombie”. À l'heure actuelle, les documents demandés aux Vénézuéliens pour passer les frontières – passeport, carte d'identité, demande d'asile – varient d'un État à l'autre et constituent un véritable casse-tête pour les autorités.

Mais de nombreuses personnes opposées au régime du président vénézuélien Nicolas Maduro réclament également des pays de la région une réponse politique à la crise migratoire. Cité par le quotidien équatorien El Universo, un représentant de

l'Association Civile Venezuela en Équateur affirme que la seule solution au problème de l'exode de ses compatriotes est "l'union de tous les pays contre la dictature" à Caracas.

⁸ L'Amérique latine face au flux de migrants vénézuéliens

LE MONDE, le 06.09.2018 à 18h18 - Par Marie Delcas (Bogota, correspondante)

https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2018/09/06/l-amerique-latine-face-au-flux-de-migrants-venezueliens_5351360_3222.html

Selon l'ONU, 2,3 millions de personnes ont quitté le Venezuela en quatre ans à cause de la crise économique, sociale et politique qui frappe le pays. Elles cherchent à rejoindre Bogota, Quito ou Lima.

... « L'exode des Vénézuéliens est la plus grave crise migratoire que l'Amérique latine ait jamais affrontée », selon Julio Londono, ancien ministre des relations extérieures colombien

A Washington, le Conseil permanent de l'Organisation des Etats américains (OEA), a tenu une session extraordinaire mercredi sur la question des migrants. « Aucun pays ne peut assumer seul cette vague de migrants. Le problème doit être abordé de manière collective », a insisté le secrétaire général de l'OEA,...

⁹ Plus d'un million de Vénézuéliens arrivés en Colombie depuis le début de l'année

Le Monde.fr avec AFP , le 01.11.2018 à 07h56

https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2018/11/01/plus-d-un-million-de-venezueliens-arrives-en-colombie-depuis-le-debut-de-l-annee_5377413_3222.html

Plus d'un million de Vénézuéliens sont arrivés en Colombie pendant les neuf premiers mois de 2018, a recensé mercredi 31 octobre l'autorité migratoire Migración Colombia dans un communiqué. « Un peu plus de 676 000 sont partis vers des pays tiers, principalement l'Équateur, le Pérou, le Chili, les États-Unis et le Mexique. »

Il y a plus de 1,032 million de Vénézuéliens en Colombie, dont 573 000 régularisés, 217 000 en situation irrégulière et 240 000 en cours de régularisation, selon ce communiqué.

« La situation des migrants vénézuéliens est bien plus qu'un simple chiffre », a dit le directeur de Migración Colombia, Christian Krüger, cité dans le communiqué. Selon l'ONU, près de 1,9 million de personnes ont quitté le Venezuela depuis 2015, fuyant la crise économique et politique. Chaque jour, quelque 5 000 citoyens abandonnent le pays pétrolier, formant le plus important déplacement de population dans l'histoire récente de l'Amérique latine.

Le président colombien Ivan Duque a estimé fin septembre que l'arrivée d'un million de migrants vénézuéliens pourrait coûter cette année 0,5% au PIB national, soit environ 1 348 millions de dollars. Il a prévenu que la Colombie n'a pas la capacité de faire face seule à cette situation.

Réticent à reconnaître la vague migratoire, le président vénézuélien Nicolas Maduro a demandé à l'ONU de « justifier » ses statistiques.

Les relations entre la Colombie et le Venezuela sont pratiquement gelées depuis le mandat de l'ancien président colombien Juan Manuel Santos (2010-18).

Et aussi :

FranceTVInfo : Venezuela : Mercedes de Freitas se battra pour son pays jusqu'au bout

Le Venezuela connaît un exode inédit. Ils sont des millions à fuir leur pays pour trouver refuge en Colombie. Une Vénézuélienne raconte la vie dans son pays.

https://www.francetvinfo.fr/monde/venezuela/venezuela-mercedes-de-freitas-se-battra-pour-son-pays-jusqu-au-bout_3010865.html

France Culture : Affaires étrangères par Christine Ockrent le samedi de 11h à 12h

Venezuela, la descente aux enfers

<https://www.franceculture.fr/emissions/affaires-etrangeres/affaires-etrangeres-du-samedi-15-septembre-2018>